

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

29 SEPTEMBRE
AU 5 OCTOBRE 1994

N° 968

10,00 F



Pasqua, Mitterrand, Balladur, Barre, Chirac, Hue...

LA RENTRÉE DES GUIGNOLS

L'AUTOMNE commence avec, cette année, une livraison particulièrement chargée en matière d'affaires politico-médiatiques.

A tout « saigneur » tout honneur. D'abord le « sinistre » de l'Intérieur s'est fait la main sur les ressortissants du FIS en France et, dans la foulée, a occupé les premiers rôles en se faisant livrer par Soudan interposé un Carlos passablement vieilli et enveloppé, mais faisant toujours figure d'épouvantail.

Juste le temps de nous concocter une affaire Vergès, avec à la clef un ticket Mitterrand-Deferre, habillés en tontons flingueurs es terrorisme, que déjà l'échéance des futures présidentielles prenait place dans les salles de rédaction hexagonales.

Tout d'abord, la maladie du Président a ouvert la voie aux supputations du microcosme. Anticipées ou pas ? Il s'agit des élections, évidemment... Le microcosme médiatico-politicien, comme se plaît à le qualifier la boursouffure rhodanienne (R. Barre) a trouvé là un os à ronger.

Mais ce n'était pas suffisant. La meute désirait se faire les crocs sur les lambeaux de chair élyséens.

La jeunesse de François Mitterrand passée au crible de la critique résistancialiste allait alimenter les calculs en tout genre, les arrière-pensées les plus sordides. Car, en effet, si sur le fond il n'est pas dans nos anarchistes habitudes de défendre les bilans politiques et le passé militant des

(suite p. 3)



Photo Jean-Michel Sicot.

L'INFORMATIQUE
AU SERVICE

DE LA LIBERTÉ ?

P. 4

LA PRIVATISATION
DE RENAULT

P. 8

BILAN CRITIQUE DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT

La guerre des polices démographiques

UNE FOIS de plus la montagne d'une conférence internationale accouche d'une souris gadget. La Conférence internationale sur la population et le développement, qui vient de se dérouler au Caire du 5 au 13 septembre 1994, s'est en effet conclue par un texte chèvre-chou pour ménager les intérêts des Eglises et des Etats. Ce type de réunion, qui

aborde conjointement les problèmes de population et de développement à l'échelle mondiale, semble pourtant nécessaire sur le principe. N'y a-t-il pas une internationalisation des phénomènes, ne faut-il donc pas une mondialisation des solutions ? Mais aborder, et a fortiori traiter, la question démographique sans aborder, et par conséquent résoudre, la question sociale n'est qu'un vœu pieu, ou une imbécillité de plus dans ce monde qui en comporte déjà pas mal. Et question sociale ne signifie pas seulement inégalité des conditions, elle implique aussi inégalité des

pouvoirs. Or, que réunit cette conférence sinon des gouvernants ? A l'origine (1927), ces rencontres regroupaient des experts. Puis, sous l'égide de l'ONU, elles s'institutionnalisèrent de plus en plus. En 1970, l'assemblée générale d'un organisme créé par l'ONU, le « Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population » (FNUAP), décida que ses conférences mondiales seraient désormais des réunions de gouvernements. D'où les conférences de Bucarest (1974), de Colombo (1979), de Mexico (1984) auxquelles s'ajoute celle du Caire.

Entre-temps, le budget du FNUAP est passé de 5 millions à 240 millions de dollars (1), ce qui permet à quelques clans de guigner le pactole.

Le problème est donc posé sans pouvoir être résolu. En effet, les gouvernements qui perpétuent l'inégalité sociale et économique de leur pays se trouvent en conflit non seulement avec leur propre monde du travail mais aussi avec les autres Etats. Et comme les Etats ne sont pas sur le même pied de puissance, on comprend que leurs rivalités soient grandes. Pendant des siècles, une population importante assurait la

force d'un pays par sa soldatesque. C'est ainsi que l'Etat français a pu dominer l'Europe jusqu'à ce que la Très Grande Boucherie de 1914-1918 vienne y mettre un terme. Le progrès technologique a modifié les armements, et la révolution nucléaire a renversé la logique du nombre au profit de la logique de la force de frappe. Le même progrès a également permis d'accélérer de façon très rapide la fameuse « transition démographique », c'est-à-dire le passage d'une natalité et d'une mortalité élevées à une mortalité

(suite p. 5)

T 2137 - 968 - 10,00 F



FOP 2520

ARIÈGE

Alain Feliu : le bilan d'un procès

NOS LECTEURS ASSIDUS se souviendront sans difficulté des ennemis causés par la maréchaussée à notre compagnon Alain Feliu avant l'été (cf. ML n° 958 du 19 mai 1994). Rappelons brièvement les faits.

Nous sommes à Artigues, en Ariège, le 25 avril, au centre « Les Marmottes ». C'est la fin du repas de midi quand pas moins de 12 gendarmes investissent très cavalièrement les lieux. Sans parler de prise d'assaut, tout le monde s'accorde à dire qu'il existe des manières plus polies d'entrer chez les gens. Sont présents l'équipe qui gère le centre et un groupe de personnes handicapées, en séjour.

Il s'agit d'une enquête de flagrante, suite à la découverte de graffitis sur des édifices publics. Mais pourquoi « Les Marmottes » ?

Alain Feliu, gérant de ce centre, est bien connu de la gendarmerie. Anarchiste, militant, revendiquant, assumant totalement son engagement politique, Alain est aussi un personnage public. Implanté dans un village de quelques dizaines d'habitants, il a largement contribué avec quelques copains à réactiver une vie qui s'en allait : réouverture d'une ligne de transport collectif, remise en service du circuit scolaire, ouverture dans le village même d'un centre d'accueil abritant toute l'année des classes, des groupes, des familles. Alain est aussi l'instigateur pour la seconde année consécutive

du festival « Notes en Bulle » (plus de 600 spectateurs en juillet).

Que lui, puisse représenter, représentative, une alternative culturelle, sociale, donc politique, tout en bénéficiant de la sympathie des habitants du canton de Quérigut, tout le monde l'aura compris, voilà le nœud du problème.

Les motivations profondes de cette « descente » — sans faire de parano — sont là. Il faut croire même que certains gendarmes en ont profité

« Que l'on représente une alternative [...] voilà le nœud du problème. »

pour assouvir leur rancœur personnelle, car Alain fut emmené menottes aux poignets, gardé immédiatement à vue, attaché à un radiateur, sans nourriture, menacé d'être « tiré comme un lapin s'il tentait de s'enfuir », puis relâché 48 heures plus tard à plus de 10 kilomètres de chez lui.

Poursuivi pour différents bombages dont il a toujours nié être l'auteur et pour lesquels il n'a jamais été possible de prouver sa culpabilité, poursuivi aussi pour l'apposition de quelques affiches, qu'il a revendiquée, il est convoqué au tribunal de Foix le 5 juillet.

Nous avons su tout de suite qu'Alain était retenu, et immédiate-

ment nous avons réagi. Un comité de soutien s'est très vite constitué à Perpignan, à l'appel du groupe Puig-Antich de la Fédération anarchiste. Sauf la CNT-AIT qui a concrétisé sa solidarité en faisant circuler une pétition et en collant des affiches, aucune des organisations humanitaires et syndicales qui ont été sollicitées n'a daigné se manifester, ni en présence, ni par écrit. Ce n'est ni l'heure ni le lieu des règlements de comptes mais qu'un anarchiste soit poursuivi n'entre apparemment pas dans le domaine de compétence des MRAP, Stop-Racisme, CGT, CFDT, FEN, FO et compagnie...

Dans un monde où tout est régenté par l'argent, les anarchistes n'ont certes pas les moyens d'acheter des espaces publicitaires pour diffuser leurs idées. Alors, ils fabriquent leurs affiches, ils les collent et quand ils se font arrêter et poursuivre, cela ne choque pas les défenseurs de la liberté.

Appuyée par la diffusion de 10 000 tracts et le collage de 2 000 affiches, la campagne de soutien ne fut pas ridicule. Son bilan, compte tenu de l'ostracisme dont nous avons été — encore et toujours — victimes : un millier de signatures sont parvenues au procureur de Foix, ainsi qu'environ 200 lettres-type.

Une vingtaine de lettres individuelles lui ont été envoyées, et peut-être, malgré tout, Madame le procureur en fut-elle troublée.

En dehors du fait qu'elles protestaient d'une part contre les méthodes utilisées par les gendarmes et d'autre part contre les poursuites abusives menées sans preuve, ces lettres ont en commun le désir qu'enfin cesse cette espèce de croyance dans laquelle on voudrait bien maintenir l'opinion publique, à savoir qu'un anarchiste, c'est une fois pour toutes un fouteur de merde ou un poseur de bombes. Je ne peux m'empêcher de vous offrir deux extraits de ces lettres et les auteurs, qui se reconnaîtront, me pardonneront cette liberté :

« ...Malgré les dires gendarmesques, l'anarchisme est

animé par une éthique morale que ne possèdent pas nombre de ses détracteurs par ignorance même de la profondeur morale de ce mouvement de pensée qui n'échappa pas, par contre, au regretté Albert Camus... »

« Au moment où les victimes de Tchernobyl se comptent par millions, force est de constater que les anarchistes [...] avaient mille fois raison d'afficher leur opposition au nucléaire.

Au moment où les guerres actuelles font tant d'horreur, comment accepter une justice qui poursuit et condamne les insoumis...

L'affiche de pareille injustice devient devoir moral... »

La presse locale a donné un petit écho à la lutte. Mettant l'accent sur la disproportion entre les faits reprochés et le déploiement de forces utilisées (« Un marteau-pilon pour écraser une mouche »), un journaliste ne se demanda-t-il pas « dans quelle Ariège vivons-nous ? »

La presse nationale, quant à elle, avertie par les soins du comité de soutien, n'a donné aucune suite... sauf *Charlie-Hebdo*, qui publia une brève dans le numéro paraissant deux ou trois jours avant le procès.

L'appel à la solidarité financière a été entendu, et nous remercions

« ...être anarchiste semble rester une provocation pour les gendarmes. »

tous les donateurs et toutes les donatrices. Tous ceux et toutes celles qui ont bien voulu nous soutenir financièrement recevront bientôt un numéro d'*Infos et analyses libertaires* (1) dans lequel figurera le dossier complet (il est en cours d'élaboration, patience !).

Toutes les dépenses (frais de propagande, frais d'avocat...) ont été couvertes grâce à ce soutien. Nous transférons le solde de 2 500 F à la caisse de solidarité militante de la Fédération anarchiste. Il nous a semblé normal de destiner le surplus à une caisse consacrée au même style de soutien (répression d'un acte militant).

Sont-ce toutes ces manifestations de solidarité (comité de soutien, lettres, signatures, affiches, tracts) (2) ou bien la bonne centaine de personnes qui ont envahi la salle d'audience du tribunal ce 5 juillet 1994 qui firent effet sur Madame le procureur ? Ou encore la banderole FA accrochée aux grilles du palais de justice ?

Toujours est-il qu'elle précisa d'emblée qu'il ne s'agissait en aucun cas de chasse aux sorcières ni de procès de l'anarchie.

L'avocat — devant le manque total de preuves (les analyses demandées au laboratoire de la

police scientifique à propos de traces de peinture sur le pantalon d'Alain n'ont rien donné) et la démesure dont il a été question plus haut — réclama la nullité, en vertu du fait que l'enquête a été menée dans un cadre de flagrant délit non justifié.

Le procureur demanda une amende de 800 F et le retrait du permis de conduire pendant un mois.

Le juge a rendu son verdict le 26 juillet : coupable et 3 000 F d'amende (avec un sursis de 5 ans).

Il est évident que si Alain n'a pas été relaxé au bénéfice du doute comme le réclamait son avocat, c'est parce que la justice ne peut pas remettre en cause la conviction des gendarmes. Le juge — réputé « dur » au tribunal de Foix —, en étant plus sévère que le procureur, a sans nul doute voulu lancer un avertissement à l'anarchisme qui se développe en Ariège, dans l'Aude, dans le Tarn, dans tout le Sud-Ouest.

Il y a un an à peine que le gouvernement a fait voter une loi stipulant que la propagation des idées anarchistes n'était plus un délit, abrogeant ainsi les lois anti-anarchistes de 1894. Il a fallu exactement un siècle pour que cette épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête de tout militant et de toute militante anarchiste passe enfin à la trappe. Il faut prendre cela comme une avancée, bien sûr. Mais sur le terrain, on peut constater qu'être anarchiste semble rester une provocation pour les gendarmes.

Dès le mois de juillet, avant que ne tombe la condamnation, ils sont à nouveau venus aux « Marmottes » demander des comptes à Alain à propos d'une... affiche, et n'ont pas cessé de « patrouiller » pendant le festival « Notes en Bulle ». Dans le même temps, un autre militant anarchiste de l'Aude, géographiquement proche d'Artigues, était inquiété : il a dû se rendre à une convocation de la gendarmerie pour expliquer la raison de la présence de son numéro de téléphone sur une... affiche soutenant la lutte du Somport, affiche datant de 1992 !

Qu'à cela ne tienne ! C'est malgré la police et la justice que nous continuerons de nous développer, et qu'elles ne croient pas emprisonner les idées en emprisonnant les gens.

Martine Boury
(gr. Puig-Antich - Perpignan)

(1) *Infos et analyses libertaires* est le journal de l'Union régionale du Sud-Ouest de la FA. Il paraît environ 4 fois par an, et en est à son 33^e numéro.

(2) Luis Llach, en concert à Perpignan les 28 et 29 juin 1994, a bien voulu, à la demande du comité de soutien, devant près de 3 000 spectateurs, parler de « son copain anarchiste poursuivi car il ne se résigne pas et n'accepte pas de vivre sans lutter dans une société où les libertés les plus élémentaires sont bafouées », avant d'entonner la *Galineta*.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

RENTRÉE SYNDICALE
**La CGT, le PCF
 et « les vieux réflexes
 anarcho-syndicalistes »**

RASSEMBLANT des milliers de militants à la Porte-de-Versaille à Paris, le meeting de rentrée de Louis Viannet n'aura pas fait la « une » des gazettes. Non que le secrétaire général de la CGT n'ait pas assez de grain à moudre sur la question sociale, mais le rôle et l'importance actuelle du PCF jouaient une fois de plus aux ombres chinoises.

Certes le temps n'est plus au rôle dirigeant du parti des travailleurs qui « de droit divin » fait marcher au pas les masses laborieuses égarées par le trade-unionisme, voire par le spectre de l'anarcho-syndicalisme...

Les forteresses ouvrières se sont écroulées, par entreprises (Renault...) ou par industries (métallurgie...), mais les mentalités ont-elles changé ?

Viannet — dont les mauvaises langues au sein de sa propre famille politique disent qu'il n'a pas beaucoup travaillé — peut-il comprendre ce que devrait faire la CGT aujourd'hui ? Ce que Krasucki ancien métallurgiste parisien sentait instinctivement, est-il compréhensible pour un ancien permanent politique d'un secteur de fonctionnaires ?

Déjà l'ancien tift de Boulogne-Billancourt a donné le ton, et c'est le PC qui fait circuler la pétition contre la privatisation de Renault. Alors que dans l'*Humanité* on se réjouit des initiatives de protestation sur ce sujet avec les autres syndicats, dans le concret on privilégie le rôle dirigeant du Parti, alors que dans les congrès on le voue aux gémonies.

Ce n'est pas encore « une seule solution : voter communiste », mais les propositions des parlementaires communistes sont mises en avant contre « les métaux de la politique de Balladur ». Le PCF sur le même plan que Jacques Chirac, c'est bien sûr un

peu court mais que penser quand les solutions avancées sont dans le même cadre ? C'est-à-dire dans une société régulée par les partis politiques et non dans un projet de contre-société où les exploités auraient un rôle déterminant.

Dans une réunion interne aux syndicats du Livre, je me souviens avoir entendu un permanent syndical déclarer que face au désert syndical il fallait retrouver « les vieux réflexes anarcho-syndicalistes », c'est-à-dire s'organiser à la base, renouer les contacts directs d'entreprise à entreprise. Nous fûmes peu à applaudir dans une assemblée peu réceptive à ces propos iconoclastes. Quelques années après, il me semble que la CGT pourrait tenir les mêmes propos devant des responsables et militants tout aussi dubitatifs. Car le problème reste entier, comment la CGT pourrait, devant l'urgence du problème social, retrouver sa « veine fédérative » du début du siècle alors que des décennies ont habité tous les rouages à fonctionner à partir d'un organisme central.

Devant les éclaircies de ce début d'automne 1994, on peut toujours rêver et se contenter des exemples qui, ça et là, contredisent le pessimisme de ces lignes. On peut aussi se dire que le monde ouvrier issu du XIX^e siècle vit ses derniers jours et qu'il faut penser à autre chose ; hier était l'essor industriel et la nécessité capitaliste de grosses entreprises, aujourd'hui c'est, via la technologie, petites entreprises et individualisation du travail. Mais c'est toujours le profit, et pour les anarchistes il faudra toujours se battre contre l'exploitation de l'homme par l'homme et rêver d'un monde nouveau !

Jean-Pierre Germain

MARSEILLE
« La Nuit de l'Anarchie »
 du lundi 17 octobre à 18 h
 jusqu'au mardi 18 à l'aube
 Théâtre Toursky
 16, passage du Théâtre, 3^e arrondissement
 avec
Serge Utgé-Royo, Jean-Marc Lebihan, Francis Livon, Jean-Jacques Elangue, J.-M. Aidane, Meille (chante Brassens, Ferré et Tachan), Joe Fallisi (chants anarchistes italiens), Richard Martin (Poète, vos papiers, textes de Léo Ferré), films (dont une vidéo sur Nestor Makhno, réalisée par Hélène Chatelain), expositions, tables de presse, repas, buvette...
 Entrée : 50 F.
 Téléphone : 91.02.58.35/Fax : 91.67.99.64
 Organisateurs : théâtre Toursky, CIRA et groupes FA de Toulon

La rentrée des guignols

(suite de la « une »)

différentes personnalités qui se succèdent aux commandes de l'Etat, sur la forme, la couleur est difficile à bequeter.

Le passé vichyste (1942-1943) de l'actuel hôte de l'Élysée, sa francisque et ses relations avec Bousquet ne sont des découvertes que pour celles et ceux qui érigent la myopie politique en règle de comportement. Pour ce qui concerne l'éthique journalistique, en revanche, vous repasserez.

Puisqu'ils tenaient là une proie, et quelle proie ! les faiseurs d'opinion, pareils aux pit-bulls banlieusards, en rajoutèrent sur ces révélations « inédites et exclusives ».

Passons sur les silences gênés de la plupart des acteurs sexagénaires du monde politique, encore en service. Nombreux sont ceux qui ont étanché leur soif juvénile à la pétillante source de Vichy-Etat.

Mais voilà, les socialistes groggy depuis la correction des législatives de mars 1993 pouvaient retrouver un troisième souffle. Alors, les errements de jeunesse du premier d'entre eux sont arrivés à point pour faire retomber les velléités d'un corps électoral gagné par le doute.

À droite, l'affrontement entre-aperçu jusqu'à ce jour sera, à n'en pas douter, meurtrier pour les hommes et les partis engagés dans la bataille. Les « amis de trente ans » (Balladur et Chirac) n'en sont qu'aux prémices. Les vacheries pré-électorales vont laisser place aux coups fourrés. Quand les porte-lingue de chacun des clans sortiront les « sulfateuses », il ne fera pas bon se balader dans les parages.

Les goretoux voudront s'emparer des trottoirs hexagonaux que leur disputent les sbires du boss de la capitale.

Les propositions à caractère social, les idées en matière de politique de l'emploi, la « société plus humaine » qu'il nous dépeignent... voilà bien des gadgets qui servent à masquer la soif de pouvoir et l'ambition démesurée qui animent les chefs de gangs.

Le fanatique trinitéen (Le Pen) et le Vendéen illuminé (de Villiers) sont, eux, déjà prêts, bien calés dans les starting-blocs. Prêts à s'élaner dans la course aux « valeurs ». Tricolorisée, fielleuse, nationaliste, moralisatrice et un tantinet xénophobe, telle sera la campagne que les deux parangons franchouillards nous mijotent.

Les Torquemada de l'Ouest profond nous proposent un retour au passé, une vie aseptisée, avec pour tout plaisir l'amour passionné des vieilles idées qui n'ont que trop peuplé les cimetières de l'Hexagone et d'ailleurs.

Un peuple au régime sec, au Vichy-Etat... on y revient, vous voyez.

Mais alors, me direz-vous, il n'y a pas de candidat sérieux, honnête, désintéressé, digne d'intérêt dans cette galère ? Non. Assurément aucun. Quand de Chamallières nous monte un long râle vieillissant pour

nous rappeler qu'un ancien hôte de l'Élysée promet de réaliser ce qu'il n'a pas fait quand il en avait les moyens, il y a de quoi faire douter des programmes, même les plus sages. Démagogie oblige, le candidat à particule se fait plus gros que l'Élu de la fable.

De la capitale des Gaules, l'économiste « le plus performant » de nos certitudes cocardières qui de « plan bis » en « plan ter » n'a jamais fait que de permettre aux entrepreneurs de grossir leurs marges bénéficiaires, sa suffisance, donc, s'ébroue en vue de la compétition. Le réveil est douloureux, mais les coups n'en seront que plus violents. Et tous azimuts s'il vous plaît...

Hue, désigné à l'unanimité par une conférence nationale qui n'a rien à envier à ses devancières thoreziennes, nous la joue sérieuse, respectable et un rien peuple. Diable ! Ce fils putatif du congrès de Tours nous

**« Pas de Président !
 Voilà une alternative intelligente »**

étonnerait presque. Il n'est plus question de... « conditions », de nos jours. Voilà la différence. Les propriétaires de la place du Colonel-Fabien sont prêts à tout pour progresser d'un petit pour cent dans les urnes.

« L'électoratisme et le parlementarisme rendent con », s'était écrit un élu, un soir de grande beuverie. Vérité profonde qu'il s'agit d'amplifier, en précisant que si la biture est chose passagère, la connerie, elle, a tendance à s'enraciner.

Mais alors, les écolos vont ramasser la mise ?, allez-vous dire. Que nenni ! Le tapis vert électoral n'a fourni jusqu'ici qu'un horizon à leurs KO successifs. A force de vouloir jouer dans la cour des grands ils se sont pris au jeu. Ils se voient déjà en haut de l'affiche ! Ils ont saupoudré leur soupe macrobio-idéologique de pas mal d'ambition.

Aujourd'hui, la galaxie de l'écolo contestation institutionnalisée ne produit plus que des petits cadres politiques, qui se réveillent à échéances régulières pour créer de nouveaux partis ou de nouvelles sectes, dont la vie militante se résume au tic-tac des scrutins.

Aucune idée neuve, aucune proposition alternative, aucune idée

généreuse ne vient de ces femmes et de ces hommes qui croient être devenus adultes en adoptant le catéchisme vert des illusions politiques.

Mais enfin, que reste-t-il alors ? Pas les socialistes tout de même ?! Bien sûr que non ! Quatorze années de pouvoir ont fini par donner aux plus récalcitrants la mesure du socialisme de gouvernement. Le socialisme « réel », comme ils disent. Du reste de « socialistes » ils n'ont que le nom. Ils n'ont manifesté aucune espèce de gêne à diriger les affaires du pays, au seul profit des classes dirigeantes, celles qui détiennent les richesses, le pouvoir et qui disposent de nos vies.

Pas de Président ! Voilà une alternative intelligente. Difficile à gérer, c'est sûr. Elle demande un investissement de tous les individus qui participent à tous les niveaux de la vie sociale.

Non pas pour organiser, une fois de plus, la course aux postes juteux et aux sinécures, mais plus simplement pour réaliser ensemble une œuvre immense et d'une grande humanité : permettre que la vie de tous les êtres humains sur la planète Terre ne soit plus perturbée par les guerres, les haines, le racisme, les nationalismes chauvins, les privilèges des uns et les maux des autres.

Si malgré tout vous n'êtes toujours pas convaincus par cette réticence à laisser à d'autres le soin de choisir pour nous et de nous diriger, je signalerai en passant que les juges qui, de nos jours, lavent « plus blanc que blanc », après avoir enrichi quelques pontes « sociaux » empêtés dans des affaires, s'attaquent maintenant aux malfrats de la majorité.

Se sont-ils une seule fois interrogés, ces juges, sur les causes réelles qui génèrent pareilles arnaques dans le monde politico-financier ?

N'ont-ils pas vu que c'est le pouvoir lui-même qui fonde l'ambition et tous les comportements de gangster qui lui sont attachés ?

Aussi, n'attendons pas les preuves à venir pour dénier à celles et ceux qui prétendent nous diriger le droit de parler et de décider en notre nom. Et rappelons-nous que de tout temps, les arts ont produit des merveilles, quand l'art de gouverner n'a produit que des monstres.

Edi Nobras

Nouvelles du front

ALBI-CANTEPAU : 16^e FÊTE ANTIMILITARISTE DU COT
 Le Collectif des objecteurs tarnais (COT) vous invite à sa 16^e fête antimilitariste qui se tiendra à la Maison pour tous de Cantepau, à Albi, le samedi 1^{er} octobre. Au programme : ouverture des stands à partir de 17 h, contes (Les Compagnons de l'Autan) à 18 h 30 ; apéro-folk et repas à 20 h et concert à 22 h, avec Hedge Hogs (folk-rock irlandais) et Rose Mary's Babies (rock).
 COT, BP 229, 81006 Albi cedex.

L'informatique au service de la liberté ?

SI LA TECHNOLOGIE de la carte à puce a été peu à peu mais résolument dévoyée de sa vocation première pour devenir l'un des meilleurs outils sécuritaires aujourd'hui disponibles, il en est d'autres qui — du moins jusqu'ici — tendent à suivre le chemin inverse.

Après des débuts laborieux, le minitel semble avoir conquis ses titres de noblesse. En effet, avec 6,5 millions d'unités et 20 000 services, il est désormais devenu incontournable aussi bien pour les entreprises, les administrations que le simple quidam. Cependant, il est en passe d'être détrôné à courte échéance par le plus grand réseau informatique du monde : Internet.

Ce bijou technologique est né, à l'origine, de la volonté du Pentagone de mettre à la disposition des militaires américains, essaimés aux quatre coins de la planète, un réseau de communications capable de survivre à une attaque nucléaire du bloc soviétique. Ce qui pouvait paraître une gageure a pris corps dès 1969.

L'idée de départ était relativement simple si son application en était moins aisée. Les scientifiques du Pentagone partant du constat qu'une explosion nucléaire

pouvait détruire irrémédiablement un réseau physique, aussi résistant qu'il puisse être, conçurent un réseau virtuel s'appuyant sur l'ensemble des réseaux physiques (du simple câble téléphonique aux liaisons satellitaires, en passant par les fibres optiques). Pour éviter qu'une information disparaisse à cause de la perte d'un tronçon de réseau physique, le message est transmis par paquets de quelques centaines de caractères qui comportent tous une

identification précise de l'émetteur et du destinataire, et qui ne seront pas nécessairement acheminés par le même réseau physique. Un message issu de Londres à destination de New York pourra ainsi voir l'un de ses paquets transiter par le réseau informatique d'une firme française pendant qu'un autre sera mené à bon port par une partie accessible du réseau milnet gérée par l'armée américaine ou plus simplement par une parcelle du réseau d'une compagnie téléphonique canadienne. A l'arrivée, l'ordinateur du destinataire veillera à replacer dans le bon ordre l'ensemble de ces paquets pour en donner une lecture correcte.

Le minitel, qui repose uniquement sur le réseau Télécom, est

très largement surclassé par Internet qui dispose d'une audience mondiale et propose des vitesses de connexions, d'envois et de réceptions des données bien supérieures à celles du dinosaure de la télématique.

Hier réservé aux militaires puis aux scientifiques, Internet est aujourd'hui hanté par plusieurs millions d'utilisateurs dans le monde (30 selon les dernières évaluations), qui profitent à plein de cet ensemble de 20 000 réseaux connectés les uns aux autres.

La quantité d'informations accessibles à partir d'un simple PC muni d'un modem (interface reliant l'ordinateur au réseau téléphonique) et du logiciel approprié est tout bonnement époustouflante. Tout un chacun peut consulter par ce biais les bases de données d'une université, lire la dernière édition du *Washington Post*, visionner les derniers clichés de Jupiter...

Mais Internet, c'est aussi des individus qui dialoguent via des boîtes aux lettres électroniques à longueur d'année. Et leur nombre ne semble pas pouvoir être freiné par les tarifs qui restent encore élevés. Actuellement, le trafic d'Internet augmente d'environ 15% par mois. (1)

L'expansion continue d'Internet n'a pas inquiété outre mesure le gouvernement américain tant qu'il a su protéger ses propres réseaux, mais voilà peu, quelques *Netrunners* (2) parmi les plus doués ont su pénétrer dans ses forteresses informatiques. Ceci grâce à des programmes « renifleurs » placés à l'entrée des réseaux sensibles pour intercepter les mots de passe.

Ils n'agissent d'ailleurs pas différemment des sbires du National Security Agency qui en sus de la production des données fédérales, sont chargés de l'espionnage des boîtes aux lettres électroniques. Cependant les investigations du National Agency Service ont été passablement entravées depuis l'apparition du *Pretty Good Privacy* (Plutôt bonne intimité). Cet algorithme, créé par Philip Zimmermann, est pratiquement inviolable à moins de disposer d'un microprocesseur capable de tester un milliard de milliards de clefs possibles durant dix milliards d'années. Ce qui reste rare de nos jours.

Zimmermann a été poursuivi par les douanes américaines lorsqu'il a diffusé gratuitement son algorithme sur Internet pour

exportation illicite de technologies liées à l'encryptage pouvant mettre en danger la sécurité nationale. Rien de moins. En fait, la création de ce militant du droit à la vie privée carrément donné la réplique idéale aux indiscretions des agents gouvernementaux. Lorsqu'on considère que peu à peu les réseaux téléphoniques et les fax passent de l'analogique aux numériques, on voit bien que Zimmermann a peut-être mis fin aux écoutes téléphoniques.

On estime le nombre des ordinateurs ayant d'ores et déjà chargé le *Pretty Good Privacy* à plusieurs dizaines de milliers. De quoi empêcher de dormir le National Security Agency et l'ensemble des larbins de la politique sécuritaire mondiale pendant quelques décennies. Merci Philip !

Christophe
(gr. Humeurs Noires - Lille)

(1) *Libération* du 15 avril 1994 et du 2-3 septembre 1994.

(2) Personnages spécialisés dans les réseaux informatiques dans le jeu de rôles cyberpunk.
N.B. : Groupe Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

BILLET D'HUMEUR ANTICLÉRICAL

Albert, l'homme des contraires

Le Primat des Gaules est mort le 17 septembre 1994. Il n'était pas le saint patron des pêcheurs à la ligne. Il n'était pas non plus le dernier gaulois vivant.

Pourtant, académicien français, il était le seul cardinal depuis Daniélou, dont on connaît la triste fin dans une maison de passe, où la passe s'était mal passée. Il avait succédé au quai Conti à un certain professeur Hamburger, immortel surtout connu sans la majuscule. Il avait été accueilli par Maurice Schumann, parti lui aussi avec un patronyme célèbre, afin de s'assurer un nom auprès de la postérité.

L'avantage du cardinal Decourtray, c'est qu'il réalise le monde dans son unité. Il réconcilie les contraires. A Lyon, il célèbre Pâques aux Minguettes, parmi les Beurs, qui sont musulmans. Albert Decourtray condamne le code de la nationalité et visite les taulards. Parallèlement, à l'Académie française, il joue avec ses petits camarades qui ont nom d'Ormesson, Michel Droit ou Jean Dutour. Il approuve le procès Klaus Barbie, il refuse de recevoir le Président autrichien Kurt Waldheim. Mais, peut-être à cause de ce Hamburger mal digéré, il encourage vivement le massacre de 300 000 Irakiens lors de la guerre du Golfe. Il aime donc les Arabes morts autant que les Arabes vivants. Les bandits à l'intérieur des prisons, comme aux plus

hauts postes honorifiques. C'est un mystère. De même, s'il condamne vigoureusement l'enterrement des cadavres au bulldozer dans les camps nazis, il voit d'un assez bon œil l'enterrement des cadavres au bulldozer dans le sable américano-koweïtien.

Autres particularités de ce cher Albert : il aime la surpopulation, les fœtus en surnombre et il éprouve même une certaine tendresse pour l'infiniment petit, comme le montre son attirance pour le virus du sida, puisqu'il condamne le préservatif, tout comme l'avortement.

Albert Decourtray aime tellement l'humanité qu'il souhaiterait voir dix hommes au mètre carré, de préférence séropositifs.

C'est donc encore une grande âme qui s'en va. Elle était d'ailleurs montée au ciel depuis plusieurs jours quand les médecins l'ont débranché. L'immortel était en effet, en dépit de son immortalité académique, en état de mort clinique et son corps survivait miraculeusement, vide de son contenu mystique, lequel contenu se trouve là-haut, à la droite de Dieu où il ne nous emmerde plus.

Le Primat des Gaules nous a quittés. Précisons que dans « primat », la consonne finale ne se prononce pas.

Guimou de la Tronche

DROIT D'ASILE

Des Bretons au trou

Onze personnes ont été interpellées en Bretagne il y a quinze jours, dont une femme de 78 ans. Cela porte à plus de cent le nombre de personnes interpellées par la police depuis deux ans en Bretagne.

Pourquoi ces rafles ? Parce que ces honnêtes gens sont accusés d'avoir accordé leur hospitalité à des réfugiés basques. Certains d'entre eux ont peut-être vraiment donné asile à des réfugiés basques. De même qu'ils auraient hébergé des Kurdes. Ou des Juifs au cours de la dernière guerre mondiale. D'autres n'ont absolument rien fait. Mais ils sont soupçonnés. Et pour ce seul motif, au petit matin, des policiers surgissent chez les gens. Ils fouillent leur habitation de fond en comble. Ils les emmènent au commissariat. Ils laissent des enfants en bas âge seuls à la maison. Ils ne permettent pas aux personnes emmenées de prévenir leur entourage ou leur employeur. Ensuite, ils les privent de liberté pendant quatre jours, dans des conditions dégradantes. Enfermés dans une cellule exigüe dont le banc est trop étroit pour permettre de dormir, ils sont à peine nourris. Pour pouvoir satisfaire leurs besoins naturels, ils doivent supplier leurs gardiens pendant dix minutes, un quart d'heure... jusqu'à une heure, parfois. De plus, leur honneur est bafoué. On les appelle des « malfaiteurs » ou des « terroristes ». Certains sont même mis en prison.

Tout cela est indigne d'une démocratie. C'est pourquoi nous demandons fermement : la libération immédiate des Bretons interpellés ; la levée des contrôles judiciaires ; la levée des mises en examen ; le respect du droit d'asile politique en Bretagne ; le respect des droits de l'Homme.

Et nous invitons tous les Bretons à adopter un réfugié, en tant que membre de la

Coordination des comités de soutien
aux Bretons interpellés pour délit d'hospitalité

La guerre des polices démographiques

(suite de la « une »)

réduite, grâce aux progrès médicaux et hygiéniques, mais encore accompagnée d'une natalité élevée, étape que connaissent actuellement les pays dits du tiers monde à des degrés divers, puis à l'étape d'une natalité et d'une mortalité faibles comme la connaissent tous les pays industrialisés. Il faut bien dire « accélérer » et non « déclencher » car les recherches prouvent, comme dans le cas de la France, que, historiquement, la baisse de la fécondité a anticipé les progrès en question. Ce qui soulève d'emblée une question fondamentale : une maîtrise des naissances ne serait-elle pas la condition du progrès ?

C'est ce que pensent ceux que l'on qualifie, parfois hâtivement, de malthusiens ou de néo-malthusiens. Inversement, d'autres, parfois baptisés de natalistes, rappellent, non sans raison, que tout développement socio-économique s'est accompagné d'une croissance de la population. Nous n'allons pas trancher cette question complexe qui a vu s'affronter jusqu'au sein même du mouvement anarchiste des tenants de l'une ou de l'autre des deux thèses. Kropotkine estimait par exemple que la surface et les ressources de la Terre étaient largement suffisantes pour faire vivre une population bien plus nombreuse que celle de son époque (2). Inversement, des libéraux comme Paul Robin ou le couple Humbert ont attaché de plus en plus d'importance au contrôle des naissances, puis à leur restriction, ce qui n'est pas la même chose : contrôle impliquant choix/maitrise, restriction impliquant diminuer/limiter. En fait, la seule chose qui vaille la peine d'être réglée est celle des objectifs : quels peuvent-ils être sinon la satisfaction des besoins de tous, c'est-à-dire de chacun, individuellement et collectivement ? Des besoins et donc des aspirations : telle est l'ambition du projet anarchiste. En tout état de cause, ce projet n'est pas prévu dans cent ans ou dans mille ans, mais tout de suite, ici et maintenant. Et comme le disait si bien Malatesta, « il ne s'agit pas, donc, de faire l'anarchie aujourd'hui ou demain, ou dans dix siècles, mais d'avancer vers l'anarchie aujourd'hui, demain et toujours. » Par conséquent, il faut se placer en fonction du nombre actuel de la population, et non de celui qu'on aimerait voir demain ou dans un siècle.

Cette position nous place à l'écart de ceux qui, pour des raisons diverses, font de la démographie un enjeu de pouvoir, qu'il soit politique, économique ou idéologique. C'est d'ailleurs le mélange de ces trois pouvoirs qui délimite le champ des affrontements pendant la conférence et qui aboutit à son non-lieu. Certes, il y a beaucoup de bonnes intentions. Mais il n'est pas toujours facile de voir ce qui se cache derrière elles. Ainsi, les Etats du tiers monde ne se

gênent pas pour dire que la limitation démographique est un moyen pour les Etats occidentaux de maintenir leur puissance alors que la part de leur population diminue dans l'ensemble mondial. Tel journaliste égyptien, passé du marxisme à l'islamisme, cite alors Alexandre King qui présidait le Club de Rome et qui déclara : « La proportion d'éléments anglo-saxons ne représente plus que 15 % de la population mondiale contre 85 % de gens de couleur. Il est urgent que cette tendance soit inversée » (3). Mais dans le même temps, les Etats du tiers monde les plus soumis à des risques de surpopulation prennent des mesures pour limiter les naissances, comme la Chine ou même certains pays islamistes comme l'Iran.

Plus que d'une menace militaire venant d'un tiers monde aux armées pléthoriques mais ne résistant pas aux assauts technologiques - comme l'a confirmé la guerre du Golfe - les dirigeants occidentaux ont peur que ce tiers monde ne reproduise à leur encontre ce que leurs ancêtres européens accomplirent autrefois : émigrer en masse vers les nouveaux continents, en éliminant les populations autochtones. Non qu'ils refusent par principe l'immigration dans leurs pays, mais le recrutement de main-d'œuvre au Maghreb ou en Turquie par les grandes entreprises européennes a montré que le patronat peut accomplir des prouesses pour faire venir des

« Des besoins et donc des aspirations : telle est l'ambition du projet anarchiste. »

travailleurs efficaces, dociles et sous-payés. Le même patronat n'hésite pas non plus à relocaliser ses productions dans les pays dits du tiers monde pour bénéficier, outre de ces avantages sur place, de futurs grands marchés de consommation. Simultanément, l'Etat occidental rechigne à gérer les coûts économiques, politiques et sociaux de l'immigration chez lui, surtout face au mécontentement réactionnaire et raciste qui risque de coûter des voix aux élections. Bref, les puissances occidentales cherchent à réduire la démographie des pays dits du tiers monde.

Assez curieusement, mais pas tant que cela si l'on se donne la peine de réfléchir un peu, elles disposent d'un allié de poids dans cette politique : le lobby écologiste. Au départ, les écologistes sont animés d'intentions a priori louables : sauvegarder la planète en maîtrisant le rapport population-ressources, et en réduisant les pollutions qui amenuisent celui-ci. Selon eux, il y aurait extrême urgence. Mais, dans un ouvrage

récent et passionnant, Hervé Le Bras, qu'on ne peut accuser de néo-malthusianisme, lui qui dénonça le natalisme franchouillard dans un autre livre, *Marianne et les lapins*, démontre pièce par pièce les exagérations, voire même les trucages qui sont propagés à propos du trou de la couche d'ozone, l'effet de serre, le rétrécissement de l'espace vital ou encore les projections démographiques (4). Le catastrophisme agité par les écologistes s'ajoute en fait à toutes ces peurs qui troublent cette fin de siècle, peurs souvent irrationnelles que le pouvoir utilise à satiété pour paralyser les populations et se maintenir.

Un Cousteau, dont certains détracteurs contestent le titre d'écologiste mais qui lui-même déclarait : « Je suis opposé à l'existence des partis verts. Et pourtant je suis écologiste depuis longtemps » (6), n'hésite pas à prétendre que la terre ne peut nourrir que 600 à 700 millions d'humains (7) : la population mondiale étant actuellement de quelque 5,5 milliards d'individus, cela en fait du monde à éliminer ! Les écologistes radicaux d'Earth First I, qui trouvent même des sympathies auprès de libertaires en mai d'activisme, se félicitent que Dame Nature ait trouvé la solution : l'épidémie du sida, qui va creuser quelques trous dans la pyramide des âges (8) ! Gageons que Cousteau et la pléiade d'écologistes qui partagent sa position, toutes étiquettes confondues, se mettront en dernier sur la liste des personnes prêtes à sacrifier leur propre vie pour le bien de la planète et la sauvegarde des générations futures (9)...

Dans la logique de conquête du pouvoir qui les anime désormais par tous les moyens, ou presque, la dérive des écologistes est facilement prévisible : délaissant les propos humanistes, néo-caritatifs, misérabilistes et démagogiques vis-à-vis des « pauvres immigrés », on assistera rapidement à des recentrages pragmatiques du genre : « Ouvrir les frontières aux étrangers, c'est une utopie dangereuse. Compte tenu de l'explosion démographique dans le tiers monde, ce sont des dizaines de centaines de millions de personnes qui afflueraient dans une Europe qui est déjà surpeuplée. Les dégâts sur le plan culturel et sur l'environnement seraient faramineux » (déclaration qui n'est pas de Jean-Marie Le Pen, mais d'Antoine Waechter) (10).

Les natalistes trouvent quant à eux des alliés auprès des Eglises. Rien de surprenant dans la mesure où toute religion, instituée ou non, cherche à prendre le contrôle des âmes et par conséquent, de la sexualité et de la fécondité. Remarquons toutefois que l'Eglise catholique se montre de plus en plus préoccupée puisque les pays historiquement catholiques sont ceux où la fécondité est la plus basse (Italie, Espagne, et même la Pologne papale !). Autrement dit : de moins en moins de

chrétiens potentiels. L'élément nouveau réside dans le fait que le Vatican a trouvé des alliés auprès des intégristes musulmans et des régimes islamistes. Il a même dépêché des émissaires en Lybie et en Iran avant la conférence pour

« Les Eglises ont montré dans l'histoire qu'elles étaient prêtes à pactiser avec n'importe qui pour arriver à leurs fins. »

trouver des appuis. On pourrait croire que c'est à retourner Monseigneur Lefebvre dans sa tombe mais pas du tout : les Eglises ont montré dans l'histoire qu'elles étaient prêtes à pactiser avec n'importe qui pour arriver à leurs fins. Leur raisonnement géopolitique reste sauvegardé : chacun chez soi et les âmes sont bien gardées. Résultat des courses : toute mention de l'avortement, ou même de contraception, dans le texte final de la conférence a été soigneusement édulcoré. Ce qui n'a pas empêché neuf Etats d'Amérique latine (= catholique) et une douzaine d'Etats islamistes d'émettre des réserves.

L'« opinion publique » et certains participants de la conférence ont légitimement protesté contre cette position réactionnaire des Eglises et cette ingérence dans la maîtrise de la sexualité. Mais il n'est pas sûr que les féministes et les post-féministes qui furent les porte-drapeau de la contestation n'ont pas reproduit les mêmes erreurs inverses que par le passé. A réclamer unilatéralement la libre disposition de son corps pour les femmes, ce qui est totalement légitime, elles en arrivent à oublier (mais est-ce un oubli ?) que, jusqu'à preuve du contraire, et à moins que la parthénogénèse quitte les rangs du culte marial pour se répandre dans les populations laïques, la procréation se fait à deux : femme et homme. Que la grossesse ne soit plus une

« C'est ensemble, hommes et femmes, que l'humanité réunie peut maîtriser son destin... »

période difficile, que l'accouchement se fasse sans douleur, que la contraception soit libre, que l'avortement soit conscient et voulu, tout cela va de soi pour des libertaires. Mais il ne faut pas que les féministes qui se battent pour ces droits et ces libertés en fassent leur exclusivité et en chassent les hommes (décision commune de la conception ; soutien matériel et moral pour la grossesse, l'accouchement, l'éducation ; contraception masculine). La reproduction et partant, le planning familial sont

des choses trop importantes pour être laissées à une seule fraction de la société, qu'elle soit masculine ou féminine. C'est ensemble, hommes et femmes, que l'humanité réunie peut maîtriser son destin. Tout en minimisant, voire niant, l'opposition sociale entre classes dominantes et classes dominées, les ultra-féministes qui arrivent à trouver méritoire l'accès au pouvoir de femmes comme Benazir Bhutto, Corazon Aquino ou Tansu Ciller, qui se révèlent dans leur exercice d'autorité aussi féroces ou aussi inefficaces que le moindre représentant du patriarcat, ne rendent pas service à la cause de l'émancipation en favorisant une nouvelle séparation de l'humanité. Nationalismes, religions, Etats, patronat : assez de contrôle sur les individus et la société, assez de divisions ! Vive la fusion !

Philippe Pelletier
(gr. Makhno - Saint-Etienne)

(1) Tabah Léon (1994), « Les conférences mondiales sur la population », *Population & sociétés*, n°290, mai.

(2) Cf. le chapitre « Contre le malthusianisme », p.195-200 dans la compilation de Martin Zemliak (*Œuvres*, Maspéro, 1976) ; cf. *La conquête du pain et Champs, usines, ateliers. Pour Kropotkine*, « étant donné le pouvoir dont, déjà à l'heure actuelle, l'homme dispose sur la terre et sur les forces de la nature, nous pouvons soutenir qu'une population de 500 à 750 habitants par kilomètre carré de surface cultivable ne serait pas excessive ». Kropotkine cite le chiffre de 365 hab./km² pour la Belgique, actuellement de 328. A titre de comparaison, la densité est de 100 en Indonésie, 284 au Rwanda et 444 en Corée du Sud.

Hervé Le Bras (cf. infra) démontre qu'une forte densité n'est pas incompatible avec le « progrès humain », au contraire.

(3) *Courrier international*, n°200, 1-7/9/1994, p.11.

(4) Le Bras Hervé (1994) : *Les limites de la planète - Mythes de la nature et de la population*. Paris, Flammarion, 354 p.

(5) Pelletier Philippe (1993) : *L'imposture écologiste*. Géographiques, Montpellier, Reclus, 210 p.

(6) L'Express du 11/8/1989.

(7) « Demain la terre », dossier n°11 du *Nouvel Observateur*, 1992.

(8) Propos d'un membre d'Earth First I : « Au diable les humains, ils sont une venue sur la planète [...] Il faut absolument réduire la population et je me demande si nous aurons une peste qui va avoir ce résultat ». *Alternative libertaire* (Bruxelles), décembre 1990, n°124, p.20-21.

(9) Parmi les propos inquiétants, sinon éco-fascistants, citons encore : Henri Morel Maroger, responsable des Verts en Ile-de-France : « Tous les moyens sont bons pour sauver la planète. Dès qu'il s'agit de survie, il y a des valeurs qui disparaissent » (*Actuel*, octobre 1991, n°10, p.10-11) ; Jean Brière, ex-fondateur des Verts : « Il est interdit aux pays du tiers monde de différer une action à la chinoise en plus répressif » (ib.) ; William Aitken, écologue américain : « Une mortalité humaine massive serait une bonne chose. Il est de notre devoir de la provoquer. C'est le devoir de notre espèce, vis-à-vis de notre milieu, délimiter 90 % de nos effectifs » (*Earthbound...*, (1984), Random House).

(10) *Revue 2 A*, 29/5/1989.

RENDEZ-VOUS

BREST

Le groupe Les Temps Nouveaux tient désormais sa permanence lors de la vente du *Monde libertaire*, chaque samedi, de 14 h à 15 h, rue du Siam (près des fontaines).

Groupe Les Temps Nouveaux c/o CEL, BP 728, Brest Pilier Rouge, 29277 Brest cedex.

LILLE

Le groupe Humeurs Noires, comme chaque premier mercredi du mois, invite ses sympathisants et les libertaires de la région lilloise à une réunion publique le mercredi 5 octobre à 20 h, à la *Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet, à Lille.*

Au programme : « Qu'est-ce que l'anarchisme, la FA ? » ; « Quelles perspectives d'action pour le groupe Humeurs Noires en 1994-1995 ? »

MARSEILLE

Un groupe FA est en création sur Marseille. Il prend le nom de John Cage. Pour le contacter, écrivez aux Relations Intérieures (145, rue Amélot, 75011 Paris), qui transmettront.

PARIS

Le groupe Louise-Michel (18^e arr.) organise, le vendredi 7 octobre à 20 h 30, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris, une soirée-débat sur le cinéma, avec la projection de *En Toute chose il faut considérer la faim* (25 minutes) et *Sang Remord* (4 minutes). Le débat sera animé par « Fondu au Noir » (émission de Radio Libertaire), sur le thème : « Où en est le cinéma ? ».

TARN

Un groupe FA s'est créé sur la région d'Albi. Si vous souhaitez le contacter, écrivez aux Relations Intérieures (145, rue Amélot, 75011 Paris), qui transmettront.

Associations

PARIS : « 2^e SALON DU LIVRE ANTIFASCISTE »

Le « 2^e Salon du livre antifasciste » se tiendra les samedi 1^{er} et dimanche 2 octobre, de 10 h 30 à 18 h, à l'Esplanade Austerlitz. Entrée : 30 F (50 F pour les deux jours).

Sont co-organisateurs : Ras l'Front, les librairies La Brèche, Le Point du Jour et du Monde Libertaire (stand FA).

BOURGES : CONCERT DE SOUTIEN AUX ANTIFASCISTES EMPRISONNÉS À BERLIN (RAPPEL)

Emmetrop, Est-Qui-Libre et Crash Disques présentent « Fiesta y Lucha », concert de soutien aux antifascistes emprisonnés à Berlin (cf. ML n° 966), avec : Disaster Drop (rap hard-core - Paris), Verbal Attack (hip hop - Bourges) et Raymonde et les Blancs Becs (trashamuffin - Paris), vendredi 30 septembre à 20 h 30, salle Germain, 22, rue H.-Sellier, à Bourges. Entrée : 50 F.

Renseignements auprès de « Est-Qui-Libre », BP 402, 18007 Bourges cedex ou au 48.50.38.61.

Branchez-vous également sur Résistance (96.9 FM).

BOGNY-SUR-MEUSE (ARDENNES) : CONFÉRENCE SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE

Le vendredi 7 octobre à 20 h 30, salle des fêtes de Levrézy à Bogny-sur-Meuse, « La Question Sociale » organise une conférence-débat avec Charles Lorient, président du Mouvement pour l'autogestion distributive, sur les thèmes : « Pourquoi tant de chômage, de misère quand tant de richesses sont produites ? » ; « Un revenu social garanti est-il possible ? » ; « Où nous mène le capitalisme ? » ; « Quelle pourrait être une alternative sociale ? ».

« La Question sociale », BP 66, 08120 Bogny-sur-Meuse.

PARIS : MEETING CNT

Meeting de rentrée CNT le vendredi 7 octobre à 19 h, au 33, rue des Vignoles (M^e Avron) 75020 Paris.

LILLE : FORUM-DÉBAT DU CENTRE CULTUREL LIBERTAIRE BENOÎT-BROUTCHOUX (RAPPEL)

Le samedi 8 octobre, à 14 h 30, le CCL Benoît-Broutchoux co-organise (avec le concours du groupe Humeurs Noires de la FA et de la CNT) un forum-débat sur le travail, le chômage et le salariat. Ce forum sera animé par Jacques Toubiet (FA), Alain Bihr (sociologue), Daniel Biro (CNT-AIT), Raphaël Romnée (*Alternative syndicaliste*) et Fernand Jounieaux (Mouvement pour l'autogestion distributive).

CCL Benoît-Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage (M^e Fives), 59800 Lille. Tél./fax : 20.47.62.65.

MONTPELLIER : « 2^e RENCONTRES ANTI-AUTORITAIRES »

« Vivre au Présent » vous invite aux « 2^e Rencontres anti-autoritaires de Montpellier » les 8 et 9 octobre, à la Maison des Syndicats (Antigone).

Samedi 8 octobre
• 11 h : conférence de presse • 14 h : « Le cannabis » (CIRC) • 15 h : « Plan méthadone, salle de shoot » (ASUD) • 16 h : « Des Sétois en faveur de la débaptisation » • 17 h : « Les chômeurs créent leur association » • 18 h : « Les immigrés et les lois Pasqua » (avec Bardine Chikacou) • 21 h : « La prison » (avec Serge Livrozet, Jacques Lesage de la Haye et Roland Agret).

Dimanche 9 octobre
• 15 h - 19 h : Pot de l'amitié, expositions, animations proposées par ISA • 21 h : « Les comités de quartier » (avec le comité du quartier Arnaud-Bernard de Toulouse).
« Vivre au Présent », BP 9223, Polygone cedex, 34000 Montpellier. Tél. : 67.22.01.99.

ITALIE

Le G7 à Naples : chômage et compagnie

Le SOMMET blindé de Naples de juillet dernier a eu l'épilogue habituel : un communiqué prolix qui a abordé plusieurs points. La partie la plus longue du communiqué concerne le travail et la croissance. Il a été rappelé que le chômage a dépassé les vingt quatre millions d'individus, rien que dans les sept pays du sommet. L'année prochaine, alors que les sept se retrouveront à Halifax, les deux questions de base seront : comment pouvoir assurer que l'économie globale du XXI^e siècle procure un développement soutenu et amène prospérité et bien-être pour les populations de ces nations et du monde ? Quelles structures institutionnelles seront nécessaires pour faire face au défi du XXI^e siècle, et comment adapter les institutions déjà en vigueur ou en réaliser de nouvelles pour pouvoir assurer la future prospérité et la sécurité des peuples concernés ?

Il faut remarquer, au passage, que la version italienne du communiqué final s'est enrichie de quelques mots (non cités dans le texte en anglais) ; après « développement soutenu », il a été ajouté : « et de bons niveaux d'emploi, de croissance économique et d'expansion du commerce ». Une adjonction en accord avec les promesses électorales de Berlusconi, notamment la promesse de création d'un million de nouveaux emplois. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres... Un chômage en progression constante donc, alors que paradoxalement le taux de production augmente, phénomène inexistant par le passé.

Le progrès technologique, l'automatisation, la robotisation provoquent continuellement une baisse de la main-d'œuvre, particulièrement dans les pays industrialisés. Ces mêmes pays, qui dans le même temps, au nom du profit et de l'économie de marché, pratiquent une constante émigration des structures productives vers d'autres pays (surtout en direction de l'Asie) où le prix de la main-d'œuvre est beaucoup plus bas. Chômage qui commence d'ailleurs à toucher les cols blancs et les différents secteurs de ce que l'on nomme les services. Actuellement, on ne trouve rien de mieux que de démanteler l'Etat social.

Il est utile de signaler, à ce propos, ce qu'il est sorti d'un récent congrès sur le chômage qui s'est tenu à Jackson Hole

(Wyoming, Etats-Unis). Les représentants des banques centrales de dix-neuf pays en ont discuté, invités par la Federal Reserve Bank de Kansas City (*Financial Times* du 29 juillet 1994). Un groupe d'économistes académiques a attribué le chômage à des facteurs structurels : principale cause, les mesures d'aide sociale et non les facteurs cycliques, sur lesquels les banques centrales peuvent intervenir. Cette théorie a d'ailleurs séduit les banquiers participant à cette réunion et a sonné comme une musique

« La mondialisation de l'économie capitaliste a créé l'« exubérance », l'homme marchandise refusée... »

agréable à leurs oreilles. Cette théorie va dans le sens de la défense de leur conception contre ceux qui les accusent de participer à l'entretien du chômage par la politique de déflation pratiquée par les banques centrales. A propos du démantèlement de l'Etat social, dans un article intitulé « L'Etat enseveli » (*Il Manifesto* du 4 septembre 1994), Rossana Rossanda déclare : « Il faut resserrer les vis pour que les gens acceptent dès maintenant n'importe quel travail, à n'importe quelle condition, pour n'importe quelle durée », et plus loin encore : « Le service public et les services de l'Etat ne subsisteront que pour les

plus pauvres, mais ils seront proches d'une aide digne de la charité ». Dans une réalité où le droit au travail est devenu une parole vide de sens, le succès de la formule « le week-end en usine » n'est pas pour surprendre. La Firestone de Bari a offert à 265 jeunes un travail hebdomadaire de 19 heures : 10 heures le samedi et 9 heures le dimanche, pour un salaire de un million de lires (1000 lires = 3,39 F). Sur le thème du chômage, il faut signaler également le dernier livre de Dario Paccino : *Les Invendables*, éditions Data News. La mondialisation de l'économie capitaliste a créé l'« exubérance », l'homme marchandise refusée, kleenex que les entreprises balancent et qui n'a plus la possibilité de se représenter sur le marché du travail, et qui n'a plus comme alternative que d'abandonner la vie ou de se consacrer à l'illégalité. Et Dario Paccino d'avancer une proposition provocatrice : « L'institution d'un syndicat du crime, voué à soulager les problèmes des invendables à travers, si l'on peut dire, une véritable démocratisation qui leur serait offerte, avec la possibilité de se livrer à la délinquance en toute impunité ». Le livre de Dario Paccino, s'adresse surtout aux jeunes, qui semblent fatalement être destinés à grossir les files des invendables.

G. Buonomo
(*Umanita Nova* n° 24 du 11 septembre 1994)

LYON

« La démocratie blindée : une arme contre les luttes sociales »
débat public
samedi 8 octobre - 15 h
à la librairie La Plume Noire
19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon
(organisé par les groupes FA de Lyon)

SAINT-ETIENNE

« Six heures contre Big Brother »
Journée d'action contre le projet de loi liberticide Pasqua
concert et meeting (à 20 h)
samedi 8 octobre - de 18 h à minuit
Amicale Chapelon (vers la place Jacquard)
(organisé par le groupe Nestor-Makhno de la région stéphanoise et Mad's Collectif)

HISTOIRE

« La lutte humaine. Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme »

Gaetano Manfredonia - éd. du Monde Libertaire

LA LUTTE HUMAINE. LUIGI FABBRI, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme est le titre d'un livre de Gaetano Manfredonia contenant des textes de Fabbri et une étude du mouvement anarchiste italien de 1919 à 1934, avec une chronologie et une bibliographie. C'est un apport précieux pour les lecteurs de langue française, car Luigi Fabbri était un militant posé et clair, comme le montre son livre de 1921 sur la révolution soviétique et les libertaires : *Dictature et Révolution* (éditions du Monde Libertaire, 1986), qui demeure la première analyse anarchiste (alors que des anarchistes, même en URSS, n'avaient pas encore compris les événements), en même temps qu'une prise de position pratique sur la conduite à suivre en période révolutionnaire.

Gaetano Manfredonia situe Fabbri dans le mouvement anarchiste italien et les luttes sociales de la Péninsule, avant et durant le fascisme. C'est une phase importante, et bien que brièvement traitée, on apprend beaucoup sur la combativité des travailleurs (1920, les *arditi*), l'évolution de l'antifascisme en Italie et dans l'émigration (Alliance et violence).

Manfredonia place Fabbri par rapport à Malatesta : fils spirituel en partie (édition posthume d'une étude fort complète sur Malatesta qui existe en espagnol et en italien), tout en signalant son rôle de théoricien à part entière. Fabbri, à l'opposé de Malatesta, n'était ni un tribun ni un révolutionnaire vivant en exil et souvent dans la clandestinité. Enseignant presque toute sa vie, il sortit du sillage de Malatesta sur plusieurs points. Pour les alliances révolutionnaires, Fabbri les voulait à la base et non au sommet des organisations (comme le prônait en grande partie Malatesta). Et Fabbri, tout en condamnant l'expérience soviétique, n'excluait pas les travailleurs communistes d'une alliance contre les fascistes. Opposé au nationalisme et aux attentats inutiles, Fabbri visiblement ne suivit pas Malatesta à propos

de Fiume et de l'attentat sanglant du Diana. Enfin, face à une vision générale dans la gauche italienne et chez les anarchistes du fascisme comme phénomène superficiel et provisoire, Fabbri offre une étude qui est le pilier de la compréhension ultérieure du fascisme.

L'étude du fascisme apparaît d'abord dans une brochure de 1922 : « Du reste, le phénomène fasciste n'est pas une particularité italienne. D'une manière encore plus grave il se manifesta en Espagne, et s'est manifesté en Allemagne, en Hongrie, dans les deux Amériques et ailleurs. Déjà avant la Première Guerre mondiale, les exemples de persécutions et de réaction illégale exercées par des citoyens privés — en dehors de la loi et contre elle — n'ont pas manqué. Les pogroms en Russie et les lynchages en Amérique en furent, sous certains aspects, une anticipation. Aux Etats-Unis il y a toujours eu, en outre, une sorte d'armée de policiers privés au service des capitalistes, qui opèrent en accord avec la police officielle, mais indépendamment du gouvernement, en temps de désordre et de grève. » Donc dans la situation de peur qu'éprouvait le capitalisme : « Le fascisme répond à

novembre. Les rangs de ses partisans grossirent de façon indescrivable. Tous les lâches, qui jusqu'à la veille faisaient la cour aux socialistes et qui intriguaient pour entrer dans leurs rangs, devinrent tout à coup leurs adversaires et sympathisèrent avec les fascistes. » (1)

Et Fabbri conclut : « [...] la défaite socialiste et ouvrière ne fut pas seulement celle de l'Emilie [Bologne], mais celle de l'Italie. Et la nature du fascisme apparut : « Ce qui a été attaqué, immédiatement, dès le premier instant, ne fut pas le bolchevisme mais le prolétariat en bloc. Le "spectre bolchevique" derrière lequel le fascisme cherche une justification était déjà, si on peut dire, conjuré quand le fascisme apparut. »

Fabbri aborde le phénomène d'une certaine participation d'ouvriers au fascisme, qu'il explique par les raisons qui suivent : « Particulièrement, dans certaines régions, être socialiste équivalait à être membre d'une ligue et tout le socialisme consiste à s'organiser pour être payé plus, pour travailler dans de meilleures conditions, ou bien pour voter pour le député qui défend les droits de la ligue ou pour l'administration communale qui donne le plus de travail à la coopérative de métier. [...] Habités à ne pas voir plus loin que le bout de leur nez, il est naturel que des ouvriers ne fassent pas grand cas de la couleur du drapeau de la ligue ou du bureau de placement, si les bénéfices qu'on leur promet sont les mêmes. » C'était aussi le résultat du syndicalisme obligatoire.

Le fascisme avait répandu la violence pour imposer sa domination, systématiquement, obstinément. Et la gauche en général se refusa à utiliser la même voie, et fut brisée progressivement. Et Fabbri fait cette remarque, qui reste à nuancer (mouvement des canuts, certaines réactions au début de la guerre d'Espagne) : « Ni aujourd'hui, ni hier, ni jamais, ni lorsqu'ils attaquaient, ni lorsqu'ils se défendaient, les travailleurs n'ont usé ni n'usent de la violence, ne portent ni n'ont porté la destruction et l'incendie aux choses et aux instruments qui dans le monde représentent la civilisation, le progrès, la pensée — le prolétariat a toujours respecté, même chez ses oppresseurs et exploités, la liberté qu'il réclamait pour lui. Il n'a jamais pensé — et là il a peut-être eu tort — à détruire ces repaires de bandits que sont la Bourse et la Banque. »

Fabbri ébauchait une possible union entre l'Etat et le fascisme, sans y croire vraiment, à la fin de son étude de 1921. Il finissait son analyse sur trois points : le courage des premiers fascistes qui lancèrent les bases de ce mouvement ; la similitude entre le bolchevisme et le fascisme ; la possibilité du progrès dans l'histoire.

Après 1921, les textes sont plus brefs, mais définitifs : le fascisme s'étend — 1931 — parce que « le capitalisme estime nécessaire,

démontre les similitudes entre le passé et notre présent.

Les classes dirigeantes, pour conserver leur pouvoir, utilisent alternativement le fascisme et la démocratie. Un cas exemplaire est celui de l'Espagne actuelle où les « artisans de la démocratie » sont des fascistes patentés (le roi, les forces armées, les entrepreneurs...). Et dans les ex-pays marxistes-léninistes, les grandes figures politiques et économiques sont de formation communiste. Et il faut ajouter le cas de la Chine où la classe dirigeante ex-maoïste impose un développement à la sauce capitaliste, selon son rythme et à coups de Tien An Men. Et il y a les ex-pays coloniaux et leur poids sur les ex-colonies, avec à leur tête les Etats-Unis.

Autant d'aspects qui incitent à la prudence quant au sens libérateur de l'histoire en soi, comme l'a écrit Fabbri. Par contre, le message de Fabbri : la lutte organisée, constante, patiente, et la réflexion restent les clés de la résistance et, pourquoi pas, des victoires contre les classes dirigeantes actuelles.

Frank Mintz

La gauche impuissante à endiguer la menace fasciste

aujourd'hui, de se débarrasser de la démocratie devenue inutile, encombrante, gênante, comme jadis les vieux régimes contre lesquels il avait favorisé les différentes révolutions nationales du siècle passé. Sous la bannière du fascisme, l'Etat, l'Eglise et le capitalisme se sont unis en un bloc. »

On trouve également des jugements sévères sur les tendances politiques antifascistes, et des propositions d'alliance à la base. Fabbri, emporté par la maladie en 1935 à 57 ans, ne semble pas avoir eu le temps d'envisager les rapports entre le fascisme et le nazisme, ni l'apport fondamental du corporatisme catholique. Je ne sais s'il put dialoguer avec Rocker sur ces sujets. Il demeure que sa vision

(1) « Même ailleurs, j'ai appris que parmi les fascistes les plus violents il y en a plusieurs qui, l'année précédente, étaient parmi les plus agressifs chez les socialistes, les communistes et les anarchistes. Il en est ainsi à Lugo, Massalombarda, à Carrare, dans la Maremma Toscana, etc. »

N.B. : En vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 110 F (chèque à l'ordre de Publico). Ajoutez 10% pour les frais de port.

Le fascisme : repart des classes dirigeantes de la société moderne

la nécessité de défense des classes dirigeantes de la société moderne. »

Fabbri observe, ensuite, la base sociale du fascisme, de plus en plus large et composite. Il insiste sur l'emprise du fascisme à Bologne — ville socialiste et ouvrière —, après une démonstration de force que Fabbri présente ainsi : « En politique, cependant, c'est le vainqueur qui a raison, même s'il a tort. Et le plus mauvais rôle revient à celui qui fuit. Les socialistes n'eurent pas la force de se défendre, de faire valoir leurs raisons parfaitement justifiées de résister ; sous l'accumulation de tant de circonstances adverses, ils perdirent courage. [...] Alors il arriva tout naturellement ce qui arrive toujours dans de tels cas. Le fascisme, noyau négligeable avant septembre, qui grossit quelque peu après les premiers affaiblissements du socialisme, devint gigantesque au lendemain du 21

LOUIS ARTI
en spectacle
samedi 1^{er} octobre - 22 h
au Cabaret du théâtre de Nesle
8, rue de Nesle (M° Odéon)
75006 Paris
location : 46.34.61.04

PARIS

Radio Libertaire (89.4) récidive !

En effet, comme il y a un an, elle rencontre ses auditeurs en organisant une grande braderie le samedi 8 octobre, de 12 h à 22 h, au 33, rue des Vignoles

Il y aura des livres, des fringues, des objets divers (que vous pourrez apporter de 8 h à 11 h, avant la vente), de la musique et un buffet où la Guinness coulera à flots.

En soirée : Elisabeth et Guimou de la Tronche, orchestres, scène ouverte aux amateurs.

On vous attend nombreux ce samedi 8 octobre.

Elisabeth et Bernard
(animateurs de l'émission « Les Annonces d'entraide » - chaque mardi de 16 h 30 à 18 h)

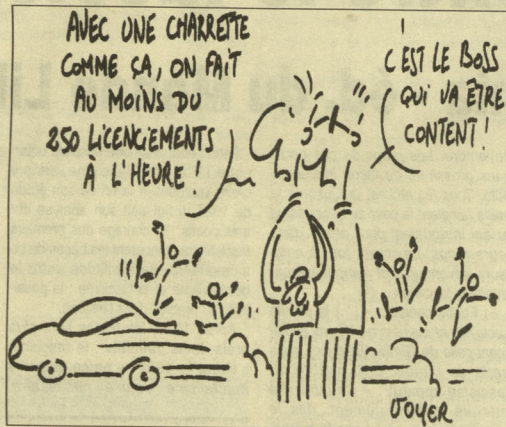
Renault : ce n'est qu'un début...

NE CONFONDONS pas vitesse et précipitation : Renault n'est pas privatisé, mais son capital est « ouvert ». En résumé, l'Etat qui détenait 79% du capital en question descendra sa part à 51% et restera donc majoritaire. Elf, Matra, la BNP et quelques « institutionnels » constitueront un « noyau dur et stable » pour rassurer la masse des petits « investisseurs ». La cotation en Bourse commencera à la fin de l'année. La pompe à fric sera mise en route pour procurer à l'Etat une douzaine de milliards, dont neuf à dix serviront à recapitaliser Air France ! Les deux ou trois restant permettront d'augmenter le capital de l'ex-Régie... On y ajoutera trois milliards provenant de la privatisation partielle de la Caisse nationale de Prévoyance (CNP).

Quelle valse de milliards ! Comme toujours, ce sont les économies de la classe moyenne qui sont convoitées dans cette première opération d'ouverture. Car il ne s'agit là, bien entendu, que d'un début. Balladur a expliqué à plusieurs reprises qu'« il n'est pas question, pour l'instant du moins, de laisser le contrôle du capital de la marque au losange échapper aux pouvoirs publics » (1). Pour l'instant... Et après, après la Présidentielle par exemple ?

L'état-major du groupe se diviserait, paraît-il, en deux clans. Citons tout d'abord ceux qui pensent que Renault, le plus petit des cinq grands européens (et dixième au rang mondial) « peut s'en tirer seul ». « Nous n'avons pas encore fait tout le chemin pour arriver à la performance maximale », expliquent-ils. Et selon l'*Expansion*, « Renault prévoit de franchir le cap de 2 millions de véhicules produits. 300 000 de plus que le niveau actuel en cinq ans. Sans alliance, sans nouvelle usine et avec 15% d'effectifs en moins » (2). Le chouette programme que voilà ! Et ces beaux messieurs de nous donner en exemple l'usine de Douai qui « produira entre 1 500 et 1 600 voitures par jour, plus de 60 à l'heure en moyenne. Ce sera Japon-sur-Corons. » (3) Ces prouesses sont annoncées pour 1996...

L'autre tendance, que l'*Expansion* qualifie de « toyotiste » ou de « fordiste », estime qu'un groupe automobile « ne se conçoit que mondial ». « Une



association avec un autre constructeur, précisent ces braves gens, ne pourra se nouer sans alliance capitaliste » (4). C'est bien pourquoi l'actuel PDG, Louis Schweitzer, est partisan d'une privatisation totale. La présence de capitaux publics au tour de table, dit-il fait fuir d'éventuels partenaires étrangers. L'*Expansion* rapporte que « sur un point au moins les dirigeants de Renault tombent d'accord : sans privatisation, pas d'alliance de grande envergure possible. » (5)

« Renault trop petit pour l'an 2000, probablement. Trop seul, sans doute. Trop français, assurément », conclut le journal après avoir rappelé que « l'histoire de l'automobile européenne est celle d'une lente mais inéluctable concentration » (6). Les concentrations — industrielles et financières — sont en effet inéluctables et dans toutes les branches de l'activité, résultat de l'impitoyable concurrence qui oppose les capitalistes entre eux. Proudhon et Marx l'ont abondamment démontré il y a presque un siècle et demi, et en ont analysé les conséquences. C'est toujours d'actualité !

Pour les travailleurs des usines Renault, dans tous les cas de figure, les perspectives sont celles de l'augmentation de la productivité, des cadences, avec réductions d'effectifs, « mobilité » accrue, horaires tordus...

La CGT et le PS crient au scandale, au bradage du « patrimoine national » et tentent, sans grand succès, d'organiser une « riposte ». La CGT trouve

indécent que l'on offre de nouvelles actions aux salariés de l'usine (jusqu'à 3% du capital), alors que le blocage des salaires a fait perdre, en pouvoir d'achat, « de l'ordre de 2 à 3 000 francs sur les feuilles de paie ».

Le PS reproche, lui aussi, à Balladur de brader « un fleuron industriel de la nation ». C'est pourtant sous son « règne », en 1990, que Volvo avait pris 20% du capital de l'ex-Régie... La CFDT exprime, de son côté, une certaine inquiétude, FO ne désapprouve pas et les cadres de la CFE-CGC trouvent, eux, que la privatisation n'avance pas assez vite. Les larbins sont impatients de lécher les bottes de leurs nouveaux maîtres !

La CGT et le PC ont toujours présenté les nationalisations comme de grandes conquêtes sociales. En vérité, elles n'ont jamais été décidées pour les beaux yeux du bon peuple. Ainsi, à la fin de la dernière guerre il s'agissait d'assurer des fonctions vitales pour l'ensemble de l'économie capitaliste. Il fallait injecter de l'argent public dans des secteurs exigeant de gros investissements (charbonnages, gaz, électricité) et qui n'attiraient pas les capitaux privés à la recherche de placements plus juteux. Quant à Louis Renault, accusé de collaboration économique, il fut arrêté en 1944, après le départ des Allemands. Il mourut peu après et l'entreprise devint une régie nationale. Bien évidemment, c'est tout le patronat qui, pour les mêmes motifs, aurait dû être exproprié. Ainsi, par exemple, Antoine Pinay vit sa tannerie de Saint-Chamond

placée sous séquestre, mais elle lui fut rapidement restituée.

Les objectifs de cette nationalisation de Renault, dont les circonstances fournissaient l'occasion, étaient plus politiques qu'économiques. Le pouvoir voulait accréditer l'idée qu'il entreprenait ainsi la réalisation des promesses contenues dans le programme du Conseil national de la Résistance (CNR). Il s'agissait de mieux faire accepter tous les sacrifices demandés aux prolétaires pour « redresser la France ». De Gaulle, Thorez et Frachon les invitaient à « retrousser les manches » pour « gagner la bataille de la production », tout en se contentant de salaires de misère !

La suite a démontré que l'Etat-patron n'est pas plus tendre, moins exploiteur que le capitalisme privé. Les mineurs, les cheminots, les postiers, les sidérurgistes d'Usinor-Socolor ont connu maintes occasions de s'en apercevoir. Chez Renault, en particulier, la nationalisation n'a pas empêché les licenciements ni le démantèlement de Billancourt. Et si les travailleurs de ce qu'on a appelé parfois « le laboratoire social » ont obtenu des succès, c'est parce que la classe dominante redoutait que la « forteresse ouvrière » ne donne le signal d'une lutte généralisée.

Capitalisme d'Etat, capitalisme privé... Il s'agit toujours, pour les travailleurs, du même ennemi, du même combat.

Sébastien Basson

- (1) *La Tribune Desfossés* du 13 septembre 1994.
(2) et (3) *l'Expansion* du 15 au 25 septembre 1994, p. 51.
(4), (5) et (6) *Ibid.*, p. 53.

PARUTIONS

PRESSE

Le n° 111 (septembre) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes, est paru. Au sommaire : l'Europe en chemise brune, la vallée d'Aspe, les publications de l'Atelier de création libertaire, Paul Robin, diverses notes de lectures, le CRAS de Toulouse...

Prix : 6 F. Abonnement : 60 F (chèque à libeller à l'ordre de « Contre-Courants »).

Contre Vents et Marées c/o « Contre-Courants », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

BROCHURE

Le Réseau pour l'abolition de la télévision (RAT) a édité une brochure intitulée *Les libertaires face à la télévision*. Elle présente les contributions de divers compagnons ayant fait parvenir leur opinion sur la question : « La télévision au service du pouvoir », « Pourquoi s'y opposer ? », « Quelle est l'attitude des anarchistes face aux médias ? »...

Cette brochure est en vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 30 F.

PRESSE

Le groupe Ne Plus Subir de Moselle-Bas-Rhin a édité durant l'été le n° 0 de *Ne Plus Subir*. Au sommaire : le Mexique, l'antifascisme, le chômage, l'ex-Yougoslavie, l'école libertaire d'Oléron « Bonaventure », Metz, les mineurs...

Ce numéro coûte 12 F. Abonnement pour 6 numéros : 70 F (à l'ordre de l'Association culturelle libertaire). Commandez-le à : Bernard Nihotte, BP 74, 57805 Freyming-Merlebach ou Ne Plus Subir, BP 53, 67260 Sarre-Union cedex.

LIVRE ET DISQUE « LOUIS ARTI »

Les éditions de La Vache Folle lancent deux souscriptions en vue de la publication d'un ouvrage de Louis Arti (*Quand je sors de chez moi, je rentre à l'étranger*) et d'un compact disque (*Louis Arti chante en public*). L'ouvrage, de 150 pages, au format 16 x 21, est un recueil de poésies rares et inédites. Prix de souscription : 60 F.

Le compact disque est le fruit d'un enregistrement en public les 21 et 22 octobre 1993 au Gueulard, à Nilvange. Prix de souscription : 80 F. Souscription aux deux : 130 F. Dans chaque cas, ajoutez 20 F de frais de port.

Chèque à l'ordre de DCC, 3, place de l'Hôtel-de-Ville, 13360 Roquevaire.

FORUM de la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE

samedi 1^{er} octobre - 16 h 30

« Les libertaires face à la télévision »

SOMMAIRE

Page 1 : La rentrée des guignols (suite p. 3), La guerre des polices démographiques (suite p. 5).
Page 2 : Alain Feliu... le bilan d'un procès.
Page 3 : La rentrée des guignols (suite de la « une »), La CGT, le PCF et « les vieux réflexes anarcho-syndicalistes », Nouvelles du front.
Page 4 : L'informatique au service de la liberté ? Albert, l'homme des contraires, Des Bretons au trou.

Page 5 : La guerre des polices démographiques (suite de la « une »).
Page 6 : Rendez-vous FA, Associations, Le G7 à Naples : chômage et compagnie.
Page 7 : « La lutte humaine. Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme » de Gaetano Manfredonia, éditions du Monde Libertaire, Braderie de Radio Libertaire.
Page 8 : Renault : ce n'est qu'un début..., Parutions.